C.
I.
L.
O.

COMMISSION INTERNATIONALE DE LIAISON OUVRIÈRE

CONFEDERACION NACIONAL DEL TRABAJO
NEDERLANDS SYNDICALISTISCH VAKVERBOND
UNION DES SYNDICALISTES

Edition française

Rédaction-Administration : Louis MERCIER, 179, rue du Temple, Paris (3e)
Trésorerie : Robert MARCHETI, 1, rue Dulaure, Paris (20e) — C.C.P. Paris 7473-08
Edition allemande : Sveriges Arbetares Centralorganisation, Sveavägen 98, Stockholm V a, Suède
Edition espagnole : Jenaro de la Colina, Isabel la Catolica 120 Dpto 202, Mexico 1 D.F., Mexique

FEVRIER 1960

SOMMAIRE n° 10

- Sur ce numéro 10
- Arturo Giovannitti
- Albert Camus et nous
- Etats-Unis. Les travailleurs et leurs syndicats
- Suède. Le boycot des produits d'Afrique du Sud
- Danemark. Campagne contre l'entrée de l'Espagne dans l'OTAN
- Chili. Le Congrès de la CUT
- La C.I.S.L. et l'internationalisme

Documents : a) Angola: Un réquisitoire
b) Allemagne : L'insurrection de Berlin-Est

Bibliographie.

Ce bulletin ne peut être vendu. Les textes peuvent être reproduits sans autorisation.
Il est demandé, en cas de reproduction, de mentionner l'origine (C.I.L.O.) et d'envoyer deux justificatifs.

Sur ce numéro IO

Il nous a fallu effectuer un tri parmi les textes et informations parvenus, de façon à ne pas dépasser un nombre de pages raisonnable. Les évènements sont trop nombreux, les situations trop complexes pour que nous puissions les suivre ou les étudier systématiquement. Du moins nous efforçons nous d'offrir à la presse ouvrière des éléments de connaissance, des points de repère, pour que les militants puissent s'orienter dans ce panorama à la fois exaltant et terrifiant, et aussi pour alimenter l'intérêt envers l'Internationale.

Nous aurions voulu parler et d'Albert Camus et de Francisco Sabater, dont les destins ont été brisés en ce début d'année. Ceux qui participent aux combats comprendront ce rapprochement entre un écrivain qui nous fut proche et un lutteur qui était nôtre. L'un et l'autre nous laissent un héritage qu'aucun critère ne permet de mesurer ou de classer, mais qui appartient solidairement à un patrimoine indissociable de liberté et de courage.

Arturo Giovannitti

Le 3I décembre I959 est mort à New-York, à l'âge de 75 ans, Arturo Giovannitti. Né dans la province italienne de Campobasso, il avait émigré encore adolescent en Amérique du Nord, où il avait poursuivi ses études à l'Université de Montréal, au Canada, puis à la Columbia University de New-York. Il adhéra au mouvement des Industrial Workers in the World (IWW) et collabora à quantité de journaux et de revues d'avant-garde, éditées en anglais et en italien; par des textes en prose et des poèmes.

Pendant des années, il fut un orateur écouté et recherché. Au cours de la grève du textile de Lawrence, dans le Massachusset, il fut arrêté en même temps que Ettor et que Caruso, et inculpé comme eux d'assassinat. L'absurdité de la machination policière était tellement évidente et l'agitation que leur détention provoqua prit une telle ampleur que les accusés furent acquittés.

En I957, un volume contenant une quarantaine de poèmes de Giovannitti fut publié à Chicago, mais son oeuvre se trouve en majeure partie éparpillée dans d'innombrables feuilles et revues.

Albert Camus et Nous

Ce soir-là - c'était un lundi soir, je m'en souviens - le téléphone sonna... et je fus assommé par la nouvelle. Le téléphone devait sonner plusieurs fois, ce soir-là et le lendemain et tous ceux qui parlaient avaient ressenti le choc. Eux aussi, ils avaient dérapé et culbuté sur la maudite Nationale 7; ils en étaient frappés de stupeur; mais déjà ils mêlaient leurs plaintes car ils savaient que quelqu'un d'irremplaçable était parti, ils sentaient soudain leur écrasante solitude. Qui, désormais, parlerait pour eux dans ce monde froid des raisons d'Etat ? Qui pousserait encore le cri du révolté ?

Pourtant, comme moi-même, la plupart des camarades dont j'entendais ainsi la douleur retenue, n'avaient pas personnellement connu Albert Camus. Je devrais plutôt dire qu'ils ne l'avaient pas fréquenté, qu'ils ne lui avaient jamais parlé. Car ils le connaissaient personnellement. Il n'y avait pas de doute, pour aucun d'eux, que Camus était des nôtres. Je sais aussi que, pour Camus lui-même, cela ne faisait pas de doute. Quand je dis : des nôtres, cela ne veut pas dire du groupe de militants rassemblés autour de cette revue. (D'autres que nous se chargeront de l'accaparer). Cela veut dire : l'artiste, le penseur, le moraliste Albert Camus, quand il prenait sa place dans l'action, c'était vers le syndicalisme révolutionnaire qu'il se tournait. Sa raison et son coeur l'y conduisaient.

Cet écrivain athée et non décoré déconcerte les commentateurs du beau monde. Ils insistent lourdement sur l' "absurde" qui, à les en croire, était le fond de sa philosophie. Qu'ils se donnent la peine de le lire - sans qu'il soit besoin qu'ils y mettent la ferveur que nous apportons à le relire depuis qu'une mort absurde nous l'a enlevé - ils verront tout de suite que, chez Camus, la révolte surmonte la contradiction de l'absurde. Dès les pages d'introduction de l'Homme révolté - cette oeuvre immense qui ne nous a pas encore révélé toutes ses richesses - ils liront :

" Cet essai se propose de poursuivre, devant le meurtre et la révolte, une réflexion commencée autour du suicide et de la notion d'absurde. Celle-ci ne nous apporte qu'une contradiction en ce qui concerne le problème du meurtre. Le sentiment de l'absurde quand on prétend d'abord en tirer une règle d'action, rend le meurtre plus ou moins indifférent, et, par conséquent, possible. Si l'on ne croit à rien, si rien n'a de sens, et si nous ne pouvons affirmer aucune valeur, tout est possible et rien n'a d'importance. Point de pour ni de contre, l'assassin n'a ni tort ni raison. On peut tisonner les crématoires comme on peut aussi se dévouer à soigner les lépreux. Malice ou vertu sont hasard ou caprice ... Si donc nous prétendons nous installer dans l'attitude absurde, nous devons nous préparer à tuer, donnant ainsi le pas à la logique sur des scrupules que nous estimerons illusoires. Bien entendu, il y faudrait quelques dispositions. Mais, en somme, moins qu'on ne croit si l'on en juge par l'expérience... Mais la logique ne peut trouver son compte dans une attitude qui lui fait apercevoir tour à tour que le meurtre est possible et impossible...

" L'absurde, considéré comme règle de vie, est donc contradictoire.. Si donc il était légitime de tenir compte de la sensibilité absurde, de faire le diagnostic d'un mal tel qu'on le retrouve en soi et chez les autres, il

est impossible de voir dans cette sensibilité, et dans le nihilisme qu'elle suppose, rien d'autre qu'un point de départ, une critique vécue, l'équivalent, sur le plan de l'existence, du doute systématique. Après quoi, il faut briser les yeux fixes du miroir et entrer dans le mouvement irrésistible par lequel l'absurde se dépasse lui-même...

"... La première et la seule évidence qui me soit ainsi donnée, à l'intérieur de l'expérience absurde, est la révolte. Privé de toute science, pressé de tuer ou de consentir qu'on tue, je ne dispose que de cette évidence qui se renforce encore du déchirement où je me trouve. La révolte naît du spectacle de la déraison, devant une condition injuste et incompréhensible. Mais son élan aveugle revendique l'ordre au milieu du chaos et l'unité au coeur même de ce qui fuit et disparaît. Elle crie, elle exige, elle veut que le scandale cesse et que se fixe enfin ce qui jusqu'ici s'écrivait sans trêve sur la mer..."

La révolte n'est pas très bien portée dans les salons. La révolution, une fois qu'elle s'est installée au pouvoir et qu'elle a renié la révolte, y est accueillie autour d'une tasse de thé.

Albert Camus ne s'y trompe pas :

"... Le révolutionnaire est en même temps révolté ou alors il n'est plus révolutionnaire, mais policier et fonctionnaire qui se tourne contre la révolte... En 1950, et provisoirement, le sort du monde ne se joue pas, comme il paraît, dans la lutte entre la production bourgeoise et la production révolutionnaire; leurs fins seront les mêmes. Il se joue entre les forces de la révolte et celles de la révolution césarienne. La révolution triomphante doit faire la preuve par ses polices, ses procès et ses excommunications, qu'il n'y a pas de nature humaine. La révolte humiliée, par ses contradictions, ses souffrances, ses défaites renouvelées et sa fierté inlassable doit donner son contenu de douleur et d'espoir à cette nature... Les pensées révoltées, celle de la Commune ou du syndicalisme révolutionnaire", n'ont cessé de nier cette exigence à la face du nihilisme bourgeois, comme à celle du socialisme césarien. La pensée autoritaire, à la faveur de trois guerres et grâce à la destruction physique d'une élite de révoltés, a submergé cette tradition libertaire. Mais cette pauvre victoire est provisoire, le combat dure toujours ..."

Les césariens - au moins ceux qui, parmi eux, ont encore une conscience, car il en est qui ont tout perdu dans cette sinistre aventure - tentent de se justifier en invoquant l'efficacité. C'est une discussion qui revient quelquefois parmi nous.

"... Il y a deux sortes d'efficacité, celle du typhon et celle de la sève. L'absolutisme historique n'est pas efficace, il est efficient; il a pris et conservé le pouvoir. Une fois muni du pouvoir il détruit la seule réalité créatrice. L'action intransigeante et limitée issue de la révolte maintient cette réalité et tente seulement de l'étendre de plus en plus. Il n'est pas dit que cette action ne puisse vaindre. Il est dit qu'elle court le risque de ne pas vaincre et de mourir. Mais ou bien la révolution prendra ce risque ou bien elle confessera qu'elle n'est que l'entreprise de nouveaux maîtres, justiciables du même mépris... Quant à savoir si cette attitude trouve son expression politique dans le monde contemporain, il est

facile d'évoquer, et ceci n'est qu'un exemple, ce qu'on appelle traditionnellement le syndicalisme révolutionnaire. Ce syndicalisme même n'est-il pas inefficace ? La réponse est simple : c'est lui qui, en un siècle, a prodigieusement amélioré la condition ouvrière depuis la journée de seize heures jusqu'à la semaine de quarante heures. L'empire idéologique, lui, a fait revenir le socialisme en arrière et détruit la plupart des conquêtes du syndicalisme... Le jour précisément, où la révolution césarienne a triomphé de l'esprit syndicaliste et libertaire, la pensée révolutionnaire a perdu, en elle-même, un contrepoids dont elle ne peut, sans déchoir, se priver..."

Il en est parmi nous qui ont regretté le silence que Camus gardait sur l'Algérie. Son silence aussi avait un sens. Certains oublient que Camus a parlé sur l'Algérie quand beaucoup n'y trouvaient rien à dire ni à redire. Il y a ceux qui parlent et qui écrivent sur l'Algérie; il y a ceux qui agissent un peu chaque jour pour le peuple algérien. Je suis sûr qu'Albert Camus était de ces derniers. Ce n'est pas que nous ne puissions discuter l'attitude qu'il avait cru devoir adopter dans la dernière période. Peut-être ne retrouvait-il plus, dans ce qu'on appelle maintenant la "révolution algérienne", les linéaments de sa révolte ? Peut-être voyait-il déjà se profiler derrière le "révolutionnaire", le policier et le fonctionnaire.

Au surplus, nous ne faisons de personne une idole. Albert Camus se plaçait de plein gré dans nos rangs; ainsi, il acceptait la loi commune; il était et il reste soumis à la critique fraternelle. Tel qu'il était - et tel qu'il est maintenant éternellement - nous nous reconnaissons en lui et il témoigne pour nous tous.

Je le revois, à l'annexe de la Bourse du Travail, peu après le Prix Nobel, parlant devant deux cents compagnons du Livre réunis par le Cercle d'études syndicales des correcteurs. Ce ne fut pas une conférence; ce fut plutôt un échange de propos, presqu'à bâtons rompus. Visiblement, il était content d'être là et, à aucun prix, ne voulait y "pontifier". A une question d'un camarade qui demandait "une ligne de conduite", il répondit : "Je refuse énergiquement d'être considéré comme un guide de la classe ouvrière. C'est un honneur que je décline. Je suis toujours dans l'incertitude et j'ai constamment besoin d'être éclairé. Il est trop facile vraiment de décider, d'un cabinet de travail, ce que doit faire le salarié."

Non pas décider, non pas guider, pas même conseiller, mais participer. Dans le peu de temps que lui laissaient ses multiples activités artistiques auxquelles il se donnait avec la passion d'un travailleur probe, Camus a participé. Nous le revoyons dans toutes les manifestations où, au cours des dernières années, le mouvement ouvrier ne manqua pas d'occasion de défendre la liberté. En 1953, sur ce thème de la défense des libertés, le Comité de Liaison intersyndical de la Loire organisait un meeting à Saint-Etienne. Albert Camus le présidait et prononçait l'allocution finale. Ecoutez-le :

"... La liberté est l'affaire des opprimés et ses protecteurs traditionnels sont toujours sortis des peuples opprimés. Ce sont les communes qui dans l'Europe féodale ont maintenu les ferments des libertés, les habitants des bourgs et des villes qui l'ont fait triompher fugitivement en 89, et à partir du XIXè siècle, ce sont les mouvements ouvriers qui ont pris en charge le double honneur de la liberté et de la justice, dont ils n'ont

jamais songé à dire qu'elles étaient inconciliables. Ce sont les travailleurs manuels et intellectuels qui ont donné un corps à la liberté et qui l'ont fait avancer dans le monde jusqu'à ce qu'elle devienne le principe même de notre pensée, l'air dont nous ne pouvons plus nous passer, que nous respirons sans prendre garde jusqu'au moment où, privés de lui, nous nous sentons mourir. Et si, aujourd'hui, sur une si grande part du monde elle est en recul, c'est sans doute parce que jamais les entreprises d'asservissement n'ont été plus cyniques et mieux armées, mais c'est aussi parce que ses vrais défenseurs, par fatigue, ou par une fausse idée de la stratégie et de l'efficacité, se sont détournés d'elle. Oui, le grand évènement du XXe siècle a été l'abandon des valeurs de liberté devant le socialisme césarien et militariste. Dès cet instant un certain espoir a disparu du monde, une solitude a commencé pour chacun des hommes libres..."

J'allais écrire : écoutons cette voix, car nous ne l'entendrons plus. Mais il n'est pas vrai que nous ne l'entendrons plus ! Nous sommes ici les ennemis du césarisme, qu'il soit la manifestation de sénéscence d'une bourgeoisie dépassée ou, au contraire, l'expression avide d'une nouvelle classe issue du prolétariat. Mais entre le césarisme et le syndicalisme ouvrier, entre le pouvoir des maîtres anciens et nouveaux et la "Révolution Prolétarienne" dont nous brandissons encore le titre comme un drapeau, oui, le combat dure toujours... non, il n'est pas dit, il n'est pas écrit que nous l'ayons déjà perdu ! Dans ce combat, nous entendrons toujours, Albert Camus, ta voix prophétique. Tu n'as pas fini, camarade, de participer.

Raymond GUILLORE

Les travailleurs et leurs syndicats

La revue "Dissent" est publiée aux Etats-Unis par une équipe de militants d'origine et de formation très diverses : on trouve un ancien socialiste révolutionnaire comme Joseph Buttinger (l'auteur de l'excellent livre, "Le Précédent autrichien", analysé dans la R.P. en son temps), comme Henry Pachter, d'origine allemande (sous le nom de "Rabasseire" il a publié le meilleur livre sur l'Espagne que nous connaissions), comme George Woodcock (longtemps collaborateur de l'hebdomadaire anarchiste anglais "Freedom"), et une série de sociologues, de chercheurs et d'activistes de souche nord-américaine, que nous connaissons mal encore - sauf Daniel Bell qui séjourna récemment en Europe.

Cette revue a consacré sa livraison d'automne 1959 aux problèmes du syndicalisme et elle les aborde franchement, directement, sous l'angle général de l'évolution sociétaire comme sous celui du fonctionnement des syndicats ou des rapports entre directions et bases.

Tous ceux qui sont en mesure de lire l'anglais devraient se procurer ce numéro (1). Ils ne perdront pas leur temps car, outre la découverte, par l'intérieur, du monde ouvrier américain, ils pourront établir nombre de comparaisons avec les situations européennes.

Nous devons nous limiter ici à énumérer quelques-unes des questions examinées par "Dissent", dans l'espoir que des militants s'en trouveront stimulés pour effectuer un travail semblable en France. Ensuite nous donnerons la traduction de deux extraits significatifs de l'enquête.

Bien que l'ensemble des textes ne couvre pas le panorama complet du syndicalisme américain (l'introduction signale l'absence d'articles sur le rôle du "Labor" dans la politique et sur les récentes modifications de la législation ouvrière), il permet de déceler les éléments d'une crise jusqu'à présent plus sentie qu'analysée.

Irving Howe note : "Les syndicats ne sont plus regardés avec sympathie... Comme tant d'autres institutions de notre société, les syndicats sont traités comme s'ils étaient distants et impersonnels... et cette attitude est souvent adoptée par les syndiqués eux-mêmes." Plus loin il note : "Trop de dirigeants syndicaux traitent leur syndicat comme une sorte de propriété privée...; la démocratie intérieure s'est desséchée et a été parfois brutalement détruite...; peu de syndicats possèdent encore ce genre de militants dévoués qui furent à l'origine des C.I.O....; peu de choses ont été faites pour aider les travailleurs à bas salaires ... comme les ouvriers du textile et les ouvriers agricoles saisonniers...; au lieu de résister au

---

(1) Dissent. 509 F.fth Avenue - New York I7

déclin de la conscience et de l'idéalisme qui affecte notre société depuis quelques dizaines d'années, (les syndicats) s'y sont adaptés..."

Abordant la question du gangstérisme, Howe remarque : " Le gangstérisme est un symptôme apparent d'un mal plus profond, et c'est le mal, non le symptôme qui est important. Le mal n'est rien moins qu'une crise morale du mouvement ouvrier."

Plus loin : "Les syndicats ont toutes les raisons de lutter pour le pain et le beurre, mais ce serait pitié que la plupart d'entre eux succombent à la rhétorique du "service social"..."

Ces problèmes se font aigüs, car l'époque est venue où les employeurs veulent retourner à la situation qui existait avant le "New Deal" c'est-à-dire reprendre leurs prérogatives pour la fixation des salaires et pour l'administration intérieure de leurs entreprises.

Quels sont les facteurs nouveaux qui déterminent les problèmes actuels ? Frank Marquant les voit dans les effets de l'automation, la décentralisation des opérations d'usines dans les industries de production massive, les changements intervenus dans la composition de la classe ouvrière, les "poches" de dépression permanente (notamment dans les Etats du Michigan et du Kentucky), l'effondrement possible des organisations dans le Sud et aussi dans certaines régions industrielles du Nord, les effets des cycles économiques sur les contrats collectifs, la perte de l'élan et de l'idéalisme à la base.

Signalons en passant, à l'intention de tous ceux qui s'exaltent à l'idée des vertus de l'automation, l'opinion d'un ouvrier de l'automobile en ce qui concerne les "nouvelles" relations entre salariés et cadres : "Nous sommes cent dans le département automatisé et nous avons cinq contremaîtres. Avant, nous étions 134, avec un contremaître et un assistant. Ca allait mieux avec le système ancien. Personne ne vous "soufflait dans le cou". Maintenant, c'est bien différent. Il faut pousser, pousser, pousser tout le temps.

" Ils ne disent jamais "Salut", ils vous traitent comme des machines. Ils étaient plus amicaux avant. Maintenant ils ont toujours l'air d'être sous pression. Les contremaîtres de l'usine ont trop à faire et trop de responsabilités; cela les fatigue et les énerve; ils mourront d'une maladie de coeur".

Abordant la question de la nature des problèmes nouveaux que les syndicats doivent affronter, Marquant dit :

" Martin Buber écrit quelque part que les syndicats n'influencent pas la vie de la société : ils ne participent pas directement aux décisions les plus importantes concernant les conditions de production. Paradoxalement c'est le succès même du syndicalisme américain en ces dernières décades, les résultats remarquables qu'il a atteints dans l'amélioration de la condition de millions d'ouvriers, qui ont attiré l'attention sur ces questions

intellectuelles abstraites qui n'intéressaient auparavant que des socialistes et des spécialistes qui se posaient les problèmes au-delà des besoins immédiats. Le succès même des syndicats précise de plus en plus clairement les limites de leurs possibilités tant qu'ils fonctionnent comme éléments du système et acceptent le statu quo. Cela n'est pas seulement vrai à propos d'objectifs sociaux et humains élevés pouvant avoir des conséquences sur la vie de l'ouvrier, bien qu'ils aient rarement intéressé les syndicats. C'est vrai aussi pour beaucoup de problèmes qui sont, par principe, de la compétence syndicale. Que se produise une transformation technique importante ayant des conséquences sur le travail et le syndicat, même le plus puissant et le plus avancé est désarmé; il paye ainsi son acceptation des choses comme elles sont. Si les syndicats agissent efficacement dans l'organisation actuelle, mais, satisfaits, se reposent à l'intérieur d'une société qui écarte les travailleurs de sa direction, quelle raison importante, honnêtement parlant, peuvent avoir les travailleurs d'adhérer au syndicat ? Que peut offrir le syndicat pour attirer de nouveaux membres ?

" Mais il y a plus. De même que les travailleurs sont étrangers aux mécanismes de la société, ils sont également étrangers aux décisions importantes du syndicat. Soit par volonté dictatoriale, soit par bienveillance, soit par mépris de la base, soit par sentiment de supériorité, les chefs des syndicats s'approprient de plus en plus les pouvoirs déterminants. La démocratie signifie avant tout partage du pouvoir et elle menace donc tout pouvoir autocratique. Les chefs syndicalistes s'opposent instinctivement à ce partage, même lorsqu'ils sont "raisonnables", et sincères dans leur respect de la démocratie formelle. Et à part quelques syndicats - comme le syndicat international des ouvriers typographes qui reste un modèle de syndicat démocratique - des contrôles ont été si solidement instaurés dans la plupart d'entre eux, que tout mouvement spontané tendant au self-government est vite réprimé. D'où l'hostilité de la base qui a maintenant atteint les proportions d'une crise si profonde qu'elle préoccupe même certains chefs qui ont contribué à la faire naître. Et en leur interdisant les initiatives et l'activité spontanées - substances de la démocratie - ou au moins en ne les encourageant pas à en prendre l'habitude, on ne rend pas seulement les ouvriers passifs mais aussi quelque peu cyniques dans leurs rapports avec les syndicats. Cela mène à l'attitude caractéristique des camionneurs: "Hoffa est un malin peut-être, mais il sert, n'est-ce pas ? J'obtiens ma part et lui la sienne". Le président Meany de l'AFL-CIO a dit que les "rank-and-file" détiennent la solution qui éliminerait le "racketeering", mais quelqu'un peut-il imaginer la bureaucratie officielle de nos syndicats encourageant des milliers de syndicalistes "rank and file" à prendre l'initiative dont parle Meany ? Toute direction solide est basée sur la théorie qu'une petite démocratie peut être une chose dangereuse car rien ne dit l'ampleur qu'elle prendra et qui elle pourra gêner.

" Les changements, les évolutions qui se produisent dans l'industrie sont contradictoires et imprévisibles. Des jugements sur le mouvement ouvrier, qui avaient un sens dans le passé, pourraient prêter à confusion aujourd'hui. Par exemple, il est exact de dire que le processus d'organisation ouvrière, sauf en quelques domaines, est en fait arrêté. Mais il faut être prudent lorsqu'on fait des prévisions définitives. Peut-on dire avec assurance que quelque effervescence spontanée n'aura pas lieu parmi les ouvriers du textile sudiste, révoltés par leurs salaires inférieurs au salaire moyen et des conditions de travail très difficiles ? Quant aux professionnels, techniciens et employés, certains pensent, pour des raisons convaincantes, que la plupart d'entre eux ne pourront jamais être organisés.

Ils pensent en professionnels et non en syndicalistes. En outre, les employeurs barrent la route aux syndicats en accordant des concessions particulières au personnel hautement qualifié.

" Mais la nouvelle technologie qui révolutionne le travail en usine n'a-t-elle pas aussi une influence sur le travail administratif ? Pour les techniciens, est-ce que les faibles agitations syndicalistes qui se produisent maintenant chez certains administrateurs et ingénieurs (Chrysler) n'ont pas une signification pour l'avenir ? Un an ou deux avant que le CIO ne se développe à Detroit, Akson et Toledo, vers 1930 donc, certains leaders déclarèrent que les ouvriers de la production de masse ne pourraient jamais être organisés. Accordons que les obstacles à l'organisation sont nombreux. Mais sont-ils insurmontables ? Des hommes compétents en sciences sociales peuvent expliquer l'influence de la technologie sur le mécanisme du travail en termes concrets. Mais le mécanisme de la lucidité sociale n'est pas aussi concret, du moins tant qu'il ne s'est pas manifesté par des actions.

" Selon des preuves mises à notre disposition, il apparaît que, dans les temps à venir, les syndicats - et particulièrement ceux de la grande industrie - auront à faire face à des problèmes de plus en plus nombreux qu'ils ne pourront résoudre, pour les raisons expliquées plus haut, et surtout parce que les travailleurs organisés, privés de tout rôle important dans la production, ne sont pas en état de traiter d'une manière adéquate les perturbations causées par la nouvelle technologie: chômage intense dans certaines zones, augmentation croissante du pourcentage des professionnels qualifiés et des techniciens par rapport aux manoeuvres spécialisés, peur obsédante du chômage qui menace les usines surclassées par les nouvelles entreprises. Alors que les syndicats ne peuvent résoudre ces problèmes, ils peuvent du moins adapter les conventions collectives afin que soient prévues certaines mesures de protection pour les travailleurs touchés par ces changements. Dans ce domaine, l'U.A.W. se classe parmi les premiers. Aucun autre syndicat peut-être n'a obtenu autant de mesures de protection sous contrat pour garantir la situation des travailleurs touchés par l'automatisme et la décentralisation géographique.

" Les ouvriers savent qu'ils ne sont pas réellement les maîtres de l'organisation du travail, ce qui fait que, très souvent, ils détestent leur travail. Ils deviennent aussi conscients du manque de liaison entre eux et les directions, et considèrent alors leurs supérieurs comme formant un groupe séparé et distinct d'eux-mêmes : "ils" au lieu de "nous". Cette scission entre les chefs et les ouvriers amène une sorte de "stabilité". Gus Tyler, dans sa "Nouvelle philosophie du travail", dit ceci :

" L'idéalisme se développe plus rapidement dans les situations industrielles "instables", dans les conflits qui font appel aux leaders inspirés qui, à leur tour, excitent les grandes masses ouvrières à se soulever et à lutter. La campagne organisée, ardemment discutée, la grève, les heures innombrables de participation à l'action, affectent intensément la sensibilité, produisent de grands leaders, agitent les masses, bouleversent profondément, suscitent des martyrs, des programmes et même des poèmes qui expriment la souffrance. C'est ce ferment créateur que la stabilité rend peu probable sinon impossible. A la place de la grève, des cortèges de travailleurs défilant dans les rues, il y a une table de conférences.

A la place de l'action des masses, il y a la virtuosité de celui qui marchande; à la place de la participation ouvrière à la bataille sociale, il y a les arguments professionnels débités devant un arbitre. Tout cela est beaucoup plus "civilisé" mais affaiblit considérablement l'idéalisme, aussi bien chez les travailleurs que chez les leaders. Et le phénomène devient plus frappant lorsque une crise se prolonge, lorsqu'une première génération de chefs ayant lutté se retire ou est rejetée et que d'autres, qui ne connaissent pas la genèse du mouvement, arrivent au pouvoir. "

" Personne n'a jamais expliqué le problème aussi spécifiquement. La grande question qui se pose aujourd'hui aux syndicats est : comment, à une époque de marché collectif, industrialisée au plus haut point, où les chefs des plus grands syndicats peuvent apaiser les troubles les plus profonds en les soumettant à un arbitre, échapper à la nécessité de répondre au "rank and file" - comment l'idéalisme et la cohésion peuvent-ils être conciliés ? Le mouvement ouvrier doit-il attendre que la situation soit de nouveau instable ? Et dans ce cas, quel degré devra atteindre cette instabilité ? Ou bien les syndicats vont-ils continuer à s'officialiser en se développant, se bureaucratiser plus encore, jusqu'à ce qu'ils ne soient plus que de simples agences dirigées par un groupe lointain d'officiels et menées par des experts et des professionnels ?

" Peut-être que cette série de problèmes présentés ici peut se réduire à un seul : il semble certain qu'il y aura aux Etats-Unis, dans les années à venir, plus que dans le passé, un complexe de syndicats, forts ou faibles, honnêtes ou corrompus, grands ou petits; mais la question est de savoir si nous aurons un mouvement ouvrier vivant, démocratique et obéissant à un idéal. "

B.J. Widlick, qui analyse "les limites du syndicalisme", conclut, en examinant le cas du syndicat des travailleurs de l'automobile :

" Quelles leçons peuvent être suggérées ? De toute évidence, l'avenir du syndicalisme industrialisé est engagé. Permettez-moi simplement, de suggérer quelques points :

1) Les conséquences d'un changement soudain de la structure socio-technologique d'une industrie sont souvent plus graves dans un syndicat qui reste essentiellement démocratique que dans un syndicat dirigé par un patron. Lorsque la démocratie n'existe pas, les décisions sont prises pour le meilleur ou pour le pire. Mais lorsqu'on donne aux ouvriers la liberté de s'exprimer, que les chefs n'ont ni les idées nécessaires pour résoudre les problèmes ni le pouvoir de le faire, le résultat peut en être aggravé. Cela ne doit pas être considéré comme un argument contre la démocratie syndicale, mais comme un commentaire sur ce qu'elle coûte chaque fois. On peut dire aussi que des chefs de syndicats qui s'adaptent intelligemment aux nouvelles situations économiques donnent plus de profondeur et de signification aux processus démocratiques.

2) Bien entendu, on ne doit pas tenir rigueur à l'U.A.W. des crises créées par les changements socio-technologiques ou par la récession économique. Mais elle prête le flanc à la critique parce que, durant la

dernière décade, elle a entretenu une atmosphère trop optimiste parmi les syndiqués, de sorte qu'une foi aveugle dans les possibilités du syndicat s'est développée peu à peu chez de nombreux membres. Si le syndicat avait mieux préparé ses membres à la crise qui se préparait, s'il n'avait pas totalement adhéré à cette idéologie d'après-guerre qui consiste à croire que les problèmes sociaux primordiaux sont résolus dans une société capitaliste américaine, il n'y aurait pas aujourd'hui une surprise aussi vive parmi les ouvriers qui découvrent les limitations strictes du syndicalisme. Sans doute rien ne persuadera jamais les ouvriers qu'ils doivent aimer, accepter ou même simplement comprendre la situation dans laquelle de nombreux membres de l'U.A.W. se trouvent maintenant. Mais ils feraient preuve de plus de compréhension, et auraient moins d'aveugle rancune, qui retombe souvent sur le syndicat lui-même.

" L'évolution récente qui a porté un rude coup à certaines sections de l'U.A.W. n'est ni exceptionnelle ni la dernière de cette sorte. Bien au contraire, elle se renouvellera chaque fois que de rapides changements technologiques se produiront dans une économie axée uniquement, non sur le bien-être humain mais sur le profit maximum. Les syndiqués de la base sont les victimes des forces sociales qu'ils ne peuvent ni contrôler ni comprendre, et cela tend à aggraver leur étonnement et leur souffrance. Mais dans l'atmosphère nationale actuelle, il est important de se souvenir qu'analyser et souligner les limitations du syndicalisme - même dans les meilleurs syndicats - ne signifie pas consentir un instant à ces attitudes anti-syndicalistes. Les syndicats sont peut être insuffisants, ils ont de regrettables limitations, mais pour les hommes qui travaillent ils sont indispensables, il représentent une arme supérieure dans leur lutte pour une vie honorable."

L. M.

A propos du boycott des produits sud-africains

Le congrès de la C.I.S.L. a décidé l'organisation du boycott international des marchandises en provenance de l'Union sud-africaine, comme mesure de protestation du mouvement ouvrier international démocratique contre la politique raciste de ce pays.

Il existe en Suède un courant d'opinion très puissant contre la politique des dirigeants sud-africains. Cette opinion se manifeste non seulement dans les milieux ouvriers mais aussi dans les milieux libéraux où la réaction contre l' "apartheid" pratiquée en Afrique du Sud est vive.

Cependant, la décision de la C.I.S.L. a provoqué un visible embarras dans les milieux dirigeants du mouvement ouvrier socialiste. Pendant plusieurs semaines, la centrale syndicale socialiste (L.O.) s'efforça par tous les moyens d'escamoter le problème. En fin de compte, aucune issue ne put être trouvée : les confédérations scandinaves se voyaient dans l'obligation de se rallier à l'action internationale.

Aftonbladet, le quotidien socialo-syndicaliste de Stockholm, déclara que la centrale syndicale suédoise (L.O.) se trouvait dans une "situation tragique" quand elle accepta de se joindre à l'action de la C.I.S.L. Cette situation correspond au simple fait que le président de la L.O., Arne Gejer, est en même temps président de la C.I.S.L., et qu'il ne peut se hasarder à saboter une décision de l'Internationale, même s'il la considère avec antipathie parce qu'il n'aime pas l'action directe - et qu'il l'aime encore moins quand elle peut léser l'économie nationale. Les intérêts économiques nationaux se situent pour lui au-dessus de la solidarité internationale envers les races opprimées.

Aftonbladet va plus loin encore : il déclare franchement que l'action en question doit demeurer un cas isolé; il faut espérer, déclare le quotidien socialiste, qu'à l'avenir ce type d'intervention ne se reproduira pas.

La S.A.C. syndicaliste libertaire appuie naturellement l'idée de boycott contre les négriers sud-africains, et elle participera activement à l'action. Elle rejette les objections de la L.O. et des socialistes, lesquels par exemple tirent argument du fait que les exportations suédoises vers l'Afrique du Sud sont supérieures aux importations de produits sud-africains en Suède. Une campagne de solidarité internationale, déclare la S.A.C., ne relève pas du domaine commercial. Il n'est pas question d'argent mais de valeurs morales.

Arbetaren, l'organe de la S.A.C., signale cependant que la limitation du boycott à deux mois n'est pas heureuse. Une action internationale de boycott nécessite davantage de temps pour se développer et devenir efficace. Ce journal examine encore divers aspects du projet du point de vue pratique et les considère parfois satisfaisants, mais il le fait dans un esprit d'entière solidarité et de participation effective à l'action. La S.A.C. mobilisera ses forces pour assurer le triomphe du boycott, malgré l'indifférence de la L.O. suédoise dont l'attitude ne permet guère d'illusions sur l'esprit de solidarité qui règne à la C.I.S.L.

L'opposition contre l'entrée de Franco à l'OTAN

Pendant la guerre civile espagnole, de I936 à I939, l'attitude du gouvernement danois à direction socialiste correspondit fidèlement à celle du gouvernement français du Front Populaire présidé par Léon Blum. La vente des armes aux belligérants fut interdite, le gouvernement prit part à la comédie de la non-intervention, s'employa à empêcher la participation de volontaires danois à la lutte; il y eut même quelques condamnations frappant des volontaires. Pendant un certain temps, les autorités s'opposèrent à l'envoi de fonds aux Républicains, fonds que les organisations socialistes avaient collectés par le canal du "Comité Matteoti". Par la suite, le gouvernement autorisa l'envoi en Espagne républicaine d'une certaine quantité de lait en poudre et de produits pharmaceutiques achetés avec ces fonds. De même, il admit la création d'un foyer pour les orphelins espagnols. Avant que la guerre civile ne se termine, le gouvernement danois reconnut cependant le gouvernement de Franco.

Le boycott diplomatique contre Franco, décidé par les Nations Unies après la guerre mondiale, ne fut appliqué que partiellement par Copenhague comme ce fut le cas pour d'autre pays, et, en I950, le gouvernement se prononça pour l'abrogation de cette mesure. Le Danemark vota en faveur de l'entrée de l'Espagne à l'U.N.E.S.C.O. et, en I953, approuva l'entrée de Franco aux Nations Unies. Six ans plus tard, un vote intervint pour l'admission de l'Espagne à l'O.E.C.E. (Organisation économique européenne).

Les organisations ouvrières danoises ne se sont jamais opposées au commerce avec l'Espagne. Au contraire, l'exportation vers l'Espagne de poisson en provenance des Iles Feroë (qui sont sous juridiction danoise) semble avoir pesé considérablement sur la politique de concessions pratiquée en faveur de Franco depuis la fin de la guerre mondiale.

On peut ajouter qu'aucun gouvernement danois n'a jamais émis d'objections contre l'entrée du Portugal à l'OTAN, où la dictature salazariste fut représentée dès le début, pour défendre la démocratie ...

Il est donc surprenant de voir aujourd'hui le gouvernement danois (formé par une coalition que dirigent les socialistes), ainsi que de larges secteurs du mouvement ouvrier et même divers courants bourgeois, s'opposer à l'admission de Franco à l'OTAN, admission recommandée par de nombreux Etats, depuis les Américains et les Portugais jusqu'à de Gaulle et Adenauer. Actuellement, il est possible de parler d'une véritable campagne populaire qui se mène dans tout le pays depuis plusieurs mois pour combattre l'entrée de l'Espagne franquiste dans l'Alliance atlantique.

Ce phénomène s'explique par deux raisons :

I° - Le mouvement ouvrier danois s'est instinctivement opposé au franquisme dès l'éclatement de la guerre civile, et cette opposition s'est manifestée par d'innombrables résolutions et articles publiés par la presse

ouvrière, cela en dépit des concessions et des hésitations officielles. On peut même affirmer que les responsables politiques "réalistes" qui poursuivaient une politique d'accomodement avec le franquisme étaient, sur le plan personnel et par conviction intime, opposés à Franco. Certains d'entre eux l'avouèrent publiquement, par exemple au sein des assemblées ouvrières. Ce "double-jeu" est évidemment peu sympathique, mais il est courant de voir les "responsables" de la politique le pratiquer.

2° - L'opinion bourgeoise du Danemark, qui se montrait neutre- ou sympathisait même- à l'égard du franquisme pendant la guerre civile (à l'exception des intellectuels de gauche) acquit, au cours des années d'occupation allemande, une mentalité antifasciste.

Cela signifie qu'en réalité, Franco ne possède en ce moment aucun partisan au Danemark. Certains éléments bourgeois sont favorables à l'admission de l'Espagne à l'OTAN - ou du moins se montrent disposés à débattre la question - mais ils présentent cette position comme pouvant favoriser la libéralisation du régime espagnol. D'autres présentent des arguments d'ordre stratégique.

Mais la totalité du mouvement ouvrier danois se trouve aujourd'hui rassemblée autour du mot d'ordre : "Franco, non !" et la presse des organisations ouvrières, très répandue, est pleine de textes antifranquistes. On peut même dire qu'il existe une sorte de compétition dans la presse ouvrière pour dénoncer le caractère liberticide du franquisme et son incompatibilité avec l'OTAN. Les publications qui se sont distinguées le plus dans cette campagne sont Verdens Gang, la revue officielle du parti socialiste; Fri Ungdom, l'organe des Jeunesses; Frit Forum, que publient les étudiants socialistes et Demokraten, le deuxième quotidien du parti édité à Arhus. De même, Aktuelt, publication officielle du parti à Copenhague intervient activement. Il faut signaler que Demokraten et Frit Forum sont les organes, qui, de façon systématique, et permanente, travaillent le plus à démasquer le régime franquiste. On peut dire la même chose de Information, de Copenhague, quotidien indépendant. Ce journal est un ancien organe de la résistance non-communiste danoise sous l'occupation nazie. L'Espagne libre ne peut espérer meilleurs champions que ces trois publications danoises et il serait souhaitable qu'il s'en trouvât de semblables dans le monde entier.

En marge de cette campagne de presse, des pétitions circulent et des résolutions sont votées contre l'admission de Franco à l'OTAN. C'est Frit Forum, l'organisation estudiantine socialiste, qui a pris l'initiative de ces actions auxquelles de nombreux universitaires et dirigeants syndicaux ont adhéré, de même que toutes les associations démocratiques d'étudiants, à l'exception des conservateurs. La centrale syndicale danoise (De Samvirkende Fagforbund) et une des fédérations d'industrie les plus puissantes (Dansk Arbejdsmands - og Specialalarbejder Forbund) ont voté des motions antifranquistes et leur exemple a été suivi par une série d'autres organisations syndicales.

Depuis l'époque de la guerre civile et celle de l'immédiat après-guerre, jamais une activité antifranquiste aussi forte ne s'était manifestée au Danemark comme en ces jours. L'opinion danoise s'oppose ouvertement à

l'admission de Franco à l'OTAN et au régime lui-même. A l'occasion de sa récente visite à Eisenhower et à Herter, le président du Conseil danois, H.C. Hansen, a déclaré que le Danemark s'opposerait à l'entrée de l'Espagne à l'OTAN tant que le régime franquiste subsistera.

Carl Heinrich Petersen

Le IIe Congrès national de la Centrale Unique des Travailleurs du Chili (C.U.T.)

Depuis le Ier congrès de la C.U.T. qui eut lieu à Santiago le I5 août I957, jusqu'au IIe Congrès tenu le 5 décembre I959, ce mouvement syndical s'est montré de plus en plus subordonné aux influences des partis politiques, en particulier du parti communiste qui a réussi à s'imposer progressivement pendant ces deux années.

Au cours du IIe Congrès, l'opposition constituée principalement par le département syndical du parti radical est restée complètement passive; celle des démocrates-chrétiens souleva plusieurs incidents sérieux, principalement pendant les discussions sur la déclaration de principe; mais, en définitive, après s'être abstenus de voter pour désigner les nouveaux conseilleurs nationaux, les démocrates-chrétiens restèrent dans la C.U.T. " pour lutter à la base contre la domination des partis marxistes". Quant aux socialistes qui, depuis plusieurs années, sont à la remorque des communistes, ils ne comptent pas sur une force syndicale importante. Si, apparemment, les socialistes contrôlent une partie du mouvement ouvrier, c'est que les communistes dissimulent intentionnellement leurs forces véritables derrière leurs compagnons de route socialistes. Finalement, un autre secteur est apparu : le P.O.R. (Parti Ouvrier Révolutionnaire), de tendance trotskyste, qui ne figurait pas avant comme force syndicale.

En réalité, ce furent les communistes, les socialistes et les trotskystes qui fixèrent l'orientation doctrinale du Congrès et reléguèrent au dernier plan les indépendants, les radicaux et les démocrates-chrétiens.

Préparation du Congrès

Déjà pendant les travaux préliminaires de la rencontre de nombreux obstacles se présentèrent à cause de la sourde lutte interne menée par les partis politiques pour s'assurer le contrôle de la présidence et des leviers de commande de la centrale unique. Après l'abrogation de la loi dite " de défense de la démocratie " et le retour à la légalité, le parti communiste se jeta dans une lutte ouverte pour conquérir des militants politiques et contrôler des forces syndicales massives. Le vice président de la C.U.T. et dirigeant national du parti communiste, Bernardo Araya, au cours du dernier plenum de son parti tenu à Santiago en novembre dernier, fit publiquement une critique acerbe de la "bureaucratie interne" et de l'incapacité des dirigeants de la C.U.T., "fatigués", incapables de diriger avec efficacité les forces ouvrières contrôlées par la Centrale. De leur côté, de nombreux dirigeants socialistes lassés de se voir supplantés dans leurs syndicats par des éléments communistes, intriguaient avec les démocrates-chrétiens pour essayer d'obtenir une plus grande représentation au cours de ce congrès; dans cette atmosphère de méfiance réciproque et de mesquines querelles, la préparation du congrès fut extrêmement confuse et déformante : ainsi, la

révision des mandats des délégués qui devait être faite avant le 20 novembre se termina seulement le 6 décembre, après l'apparition de nombreuses délégations de "parachutés", dont quelques-unes, pour la forme, furent éliminées après vérification des mandats. Comme toujours, les communistes manoeuvrèrent suivant les circonstances, reléguant leurs présumés adversaires au second plan, acceptant les discussions sans qu'elles puissent se conclure, fixant les règlements et s'appropriant, par toutes les manoeuvres possibles, la direction.

Le financement

Le même Bernardo Araya établit, au cours du plenum communiste, que la C.U.T. ne disposait d'aucune possibilité financière parce que les bases syndicales ne payaient pas leur quote part. D'après Araya, 24.000 travailleurs de la C.U.T. seulement cotisent régulièrement à leur syndicat. Clotario Blest, président de la C.U.T., affirma d'abord pompeusement que le Congrès se tenait grâce aux propres fonds de son organisation, mais il fut contraint par la suite de rectifier et de reconnaître que pour pouvoir payer les frais du congrès la C.U.T. avait emprunté cinq millions de pesos à la Fédération Syndicale Mondiale. (En réalité, le calcul le plus strict des dépenses les évalue à environ I5 millions comprenant la location des locaux, la propagande, les frais de voyage et de séjour pour plus de I.000 délégués pendant cinq jours, etc...)

En résumé, c'est avec les fonds d'une organisation communiste internationale que cette manifestation a été financée.

Les délégations étrangères

4 Chinois, 3 Soviétiques, 2 Français dont le secrétaire de la Fédération Syndicale Mondiale, Marcel Bras, et le représentant de la C.G.T., Marcel Mascarello, 4 délégués "syndicaux" de Tchécoslovaquie, 2 Vénézuéliens communistes prirent part au congrès en qualité de délégués fraternels. Absence totale des délégués syndicaux des pays démocratiques où les associations de travailleurs peuvent se développer et lutter ouvertement en faveur des ouvriers. L'unique présence, au congrès de la C.U.T., des partisans et d'agents des régimes autoritaires où les syndicats ne représentent rien -puisqu'ils sont incorporés par force à l'appareil politique dont les grandes victimes sont justement les ouvriers qu'ils prétendent représenter- donnera aux travailleurs chiliens une assez piètre idée de l' "unité" prêchée et rabachée au cours de ce congrès, et de ce qu'ils peuvent réellement attendre de l'état-major qui dirige leur destinée.

Le congrès

Pendant trois heures et demie Clotario Blest présenta un mémoire. Ce document touffu et confus contient des considérations sur la situation

économique, aborde les problèmes économiques sans proposer une solution valable, critiquent les partis politiques de "gauche" qui "transformèrent en défaite les triomphes populaires", proclame un peu plus loin que la C.U.T. doit s'identifier avec le Front d'Action Populaire. Les bases de la C.U.T. comptant 92 % d'affiliés aux partis de gauche, il déclare qu'il est par conséquent impossible de séparer la vie politique des activités syndicales, et préconise finalement l'unité d'action des travailleurs d'Amérique latine dans une Centrale Latino-Américaine.

Les activités du Congrès se concentrèrent en diverses commissions de travail pour élaborer la déclaration de principe et les statuts de la C.U.T., pour étudier la situation économique des travailleurs, pour examiner les possibilités de renforcement économique de la C.U.T. et apporter finalement des conclusions pour déterminer la position internationale de l'organisation.

Un sérieux incident éclata entre les démocrates-chrétiens et les socialistes et communistes au sujet de la déclaration de principe à cause de son esprit nettement marxiste. L'attitude insolente et sectaire du communiste Cesar Godoy Urrutia, répondant par des insultes au délégué chrétien Jorge Cash qui était intervenu au sujet de la Hongrie, de l'instruction laïque, de l'étude du marché commun et de l'intégration économique, provoqua une bagarre difficilement apaisée par Blest et les membres du Presidium. D'autres délégués manifestèrent leur étonnement que plusieurs motions présentées par les commissions eussent été totalement modifiées lorsqu'on en donna lecture, et protestèrent contre ces procédés. Finalement, devant le sectarisme et la pression exercée par les majoritaires marxistes, les secteurs radicaux et démocrateschrétiens déclarèrent qu'ils ne présenteraient aucune liste et qu'ils s'abstiendraient de voter pour la désignation des nouveaux dirigeants et conseillers nationaux de la C.U.T.

Le nouveau conseil national fut élu par I.076 voix sur I.376 délégués ayant droit de vote. La liste communiste obtint 645 suffrages, celle des socialistes 403 et celle des trotskystes I7. Il se compose ainsi: président : Clotario Blest, doublé du communiste Juan Campos comme vice président, qui sera le vrai patron de la Centrale Unique; 11 conseillers nationaux communistes; 8 conseillers nationaux socialistes; 1 conseiller du P.O.R. (Trotskystes).

Pour mieux comprendre l'avance des communistes, rappelons que la composition du conseil élu en I957 donnait : I0 communistes, 9 socialistes, 4 radicaux, 4 démocrates-chrétiens, 2 indépendants et I trotskyste.

Aspect international

Les communistes proposèrent l'affiliation de la C.U.T. à la fédération syndicale mondiale. Afin d'éviter la rupture du congrès et de l'unité dans la centrale unique, Clotario Blest proposa qu'en attendant que les organisations sud-américaines puissent créer leur propre Centrale, la C.U.T. reste en marge des organisations internationales, tout en entretenant des relations amicales et fraternelles avec la F.S.M.

Le Congrès se termina le 8 décembre, frustrant une fois de plus la classe ouvrière dans ses aspirations et ses espoirs. Il apparaît nettement que la C.U.T. s'est maintenant transformée en un appendice du F.R.A.P. Le jeu du parti communiste a consisté à retirer des postes de direction de la C.U.T. ses militants de première ligne comme Juan Vargas, Puebla, Bernardo Araya, etc... et de les lancer dans la lutte politique en les présentant comme candidats députés ou sénateurs aux prochaines élections, et de faire élire à leur place au Conseil de la C.U.T. d'autres éléments du P.C. peu connus, pour augmenter le nombre de ses cadres. La discipline de fer que ceux-ci sauront imposer à la majorité des membres de base de la C.U.T. leur permettra de compter, aux élections parlementaires, sur les votes d'environ 300.000 travailleurs - si le chiffre de 500.000 affiliés donné par Clotario Blest correspond à une réalité approximative. Il est impossible d'évaluer les forces réelles de la C.U.T. si l'on considère que seuls 24.000 affiliés - selon le propre président de l'association, Clotario Blest - payent d'une façon régulière leurs cotisations syndicales. Les statistiques officielles donnent un total de 2.000.000 de travailleurs, employés et ouvriers, dont 270.400 seraient organisés dans la C.U.T. et 120.000 appartiendraient aux syndicats indépendants. Le reste serait sans aucune affiliation syndicale.

Tant que les partis politiques prétendront intervenir pour canaliser le mouvement ouvrier chilien selon leurs propres fins, tant que les dirigeants syndicaux voudront faire croire aux ouvriers qui les suivent qu'il leur sera possible de conquérir une véritable démocratie ouvrière en utilisant les chefs marxistes dans la C.U.T., les travailleurs chiliens resteront à la remorque des consignes internationales soviétiques et à la merci des intérêts politiques du moment. Combien de misères et d'amères expériences pourraient être épargnées aux masses laborieuses du Chili et de l'Amérique latine si elles se décidaient à s'affranchir définitivement du joug des autoritaires et des politiciens; seule une réaction de la base pourrait redonner vie à un syndicalisme rénové, moderne et révolutionnaire.

G. A.

LA C. I. S. L. et l'INTERNATIONALISME -

Dix jours de congrès à Bruxelles, avec la participation des représentants de quelque 55 millions de syndiqués, témoignent de l'existence d'une internationale ouvrière. Semblable rassemblement suppose des problèmes en nombre considérable, des conceptions et des méthodes variées à l'infini, des militants de toutes écoles, des expériences multiples. On pourrait craindre la cohue des carrefours, les polémiques et les heurts.

Ce n'est pas ça. Les délégués travaillent dans un vaste palais tout neuf, en plein centre du nouveau Bruxelles, loin des quartiers populeux, des faubourgs et de la vieille Maison du Peuple, qui abrita autrefois tant d'émigrés. Les délégués ont un petit air de famille, à quelques exceptions près, l'air de ... congressistes internationaux, comme on en voit beaucoup depuis la fin de la guerre, dans les rassemblements, colloques et séminaires de tous genres, dans toutes les capitales. Du personnel pour l'Organisation Internationale du Travail, pour les Ministères de la main d'oeuvre, pour les comités d'enquêtes, pour les missions d'études. Ils sont dans la tradition de la F.S.I. - Fédération Syndicale Internationale - d'avant guerre, liée à la social-démocratie, mais ils ont gravi encore quelques échelons dans les hiérarchies officielles de leurs propres pays.

L'élément européen domine : Anglais, Allemands, Belges, Hollandais Scandinaves, etc. Sans doute les discussions eussent été plus calmes encore s'il n'y avait eu qu'eux pour se réunir. Une certaine vie a été introduite par les délégués non européens: ceux de l'AFL-CIO d'une part, ceux d'Afrique Noire, d'autre part. Les premiers parce qu'ils ont posé les problèmes aux dimensions du monde; les seconds parce qu'ils ont posé des questions qui exigeaient des réponses qui ne fussent pas banalités pour archives.

Les congressistes pourraient être classés en deux camps : les partisans de l'immobilité et les partisans du mouvement. Impossible de les définir autrement, car tout au long des débats il ne fut jamais question d'une prise de position théorique, d'une discussion idéologique, d'une analyse fondamentale. Un accord tacite porte sur les bienfaits de l'industrialisation, sur les vertus de la démocratie parlementaire, sur les bénéfices assurés du progrès technique. Les débats ne s'animent que lorsqu'une situation de fait, intéressant deux centrales, est abordée, ou quand un orateur pousse l'audace jusqu'à envisager ce que les années qui viennent peuvent apporter, en dehors des statistiques rassurantes et des avantages de la législation sociale.

D'autres classements peuvent être utilement établis : les grandes organisations, qui versent de fortes cotisations, et les petites, dont certaines sont quémandeuses. Ou encore, les organisations des pays ex-colonialistes d'un côté et celles des régions ex-coloniales, de l'autre.

Pour maintenir un certain équilibre entre ces bureaucraties nationales solidement assises ou pressées de mettre à profit le temps qui court, une super bureaucratie s'est créée, celle de la C.I.S.L. Sa tâche

consiste à limiter les querelles, user les discordes, amortir les heurts. Sa survie dépend en grande partie de sa prudence et de son immobilisme, et aussi de son habileté à ne heurter aucun des "grands" : Trade-Unions britanniques, AFL-CIO, groupe des centrales européennes. Aussi, si l'on peut parler d'une confédération de centrales nationales, on ne voit guère l'Internationale, au sens où les pionniers l'entendaient.

L'atmosphère du congrès est aussi peu ouvrière que possible, non seulement du point de vue vestimentaire, mais aussi dans la façon de s'exprimer. Les discussions importantes ont lieu dans les commissions, plus encore dans les couloirs, et surtout dans les hôtels où sont descendues les délégations les plus influentes. Les quelques journalistes présents s'efforçaient de comprendre le sens et la valeur de ces sourdes bagarres à propos de la réorganisation du secrétariat, ou de la polémique entre George Meany, parlant au nom de la centrale nord-américaine, et Harry Douglass, qui exprimait l'opinion des syndicats anglais. La presse de Bruxelles ne donnait que peu de renseignements sur les travaux du Congrès, sans doute parce qu'elle n'y attachait qu'une maigre importance. Seul "Le Peuple", organe du Parti socialiste, publiait quelques commentaires, reflétant sans nuance l'opinion de la bureaucratie syndicale belge.

Meany avait été franc et direct : I°) la détente dont la diplomatie russe fait grand cas est un leurre; 2°) les prétendues mesures de libéralisation du régime soviétique ne sont qu'un artifice de propagande pour camoufler le caractère totalitaire du système; 3°) l'enjeu de la bataille se trouve principalement en Afrique, en Asie, en Amérique latine; 4°) pour empêcher que l'impérialisme russe ne mette à profit le grand mouvement d'émancipation des peuples sous développés, il faut aider ces peuples à conquérir leur indépendance, contre les puissances colonialistes. Et il donnait en passant un exemple : la guerre d'Algérie affaiblit le camp des nations libres, parce qu'elle retarde l'émancipation du peuple algérien, parce qu'elle prive le front européen des divisions françaises employées en Afrique du Nord. Discours qui relevait d'une conception stratégique, fonction d'une perspective de guerre, la guerre étant, en fait, engagée sous des formes multiples.

Le discours était carré et sans fioritures; il avait quelques faiblesses. Pour des militants ouvriers, c'était avant tout l'expression d'une politique à mener par un Etat puissant, ou par une coalition d'Etats, ce n'était pas un appel à l'action ouvrière, sinon comme prolongement ou comme manoeuvre de soutien. Pour des hommes d'Etat, c'était un plaidoyer en faveur d'une politique, qui n'est pas celle de la Maison Blanche.

La réponse d'Harry Douglass ne contenait ni perspectives à long terme, ni éléments d'une politique internationale ouvrière. Elle se bornait à mettre en évidence que l'anti-communisme ne suffisait pas pour doter la C.I.S.L. d'une ligne directrice. Elle estimait exagérée les attaques contre les anciennes puissances coloniales. La solution se trouvait dans une aide économique aux populations des régions sous développées.

Quand les délégations d'Afrique Noire firent entendre leur voix, on s'aperçut que la querelle n'était pas limitée à des différences d'appréciation. Tom M'Boya, des syndicats d'Afrique orientale anglaise, expliqua

que les Noirs ne demeureraient au sein de la CISL que dans la mesure où celle-ci les soutiendrait dans leur combat pour l'indépendance. Dans le cas contraire, et pour éviter d'être débordé par la démagogie des super-nationalistes et la surenchère des propagandes communistes, le repli sur des positions d'autonomie continentale africaine deviendrait inévitable. De fait, au moins dans les résolutions officielles, M'Boya l'emporta, soutenu par les syndicats américains, appuyé par les Tunisiens.

Sur les autres points, la solidité des bureaucraties demeura intacte. Oldenbroeck, dont le remplacement par des éléments plus dynamiques était envisagé par certains, demeure, au moins provisoirement. Une commission est nommée pour étudier la réorganisation des structures ....

Pour le reste, les délégations firent assaut de modestie et de prudence tactique. Parmi les délégations sud-américaines, nous n'avons aperçu aucun porte-parole de ceux qui, effectivement, se battent dans des conditions parfois terribles. Lors même que des délégations étaient présentes, les commis-voyageurs des bureaux ambulants étaient plus nombreux que les militants authentiques. Nul porte parole des oppositions ouvrières de l'Est, nul délégué de l'intérieur de l'Espagne ou du Portugal. La distance est grande entre les luttes ouvrières et les rapports de style administratif du VIème congrès de la CISL.

Faut-il en conclure que tout était négatif et à rejeter dans cette rencontre ? Certainement pas. Plus qu'hier, les dimensions mondiales des problèmes sont comprises. Plus qu'hier, les confédérations nationales admettent qu'elles ont un rôle à jouer et une responsabilité à endosser dans la conduite du monde. Plus qu'hier le sentiment de solidarité est conscient. Le défaut de la CISL n'en prend que plus d'importance : c'est celui de ne pas mesurer le rôle que pourrait jouer une Internationale syndicale dégagée des fausses solidarités nationales, et la force qu'elle pourrait trouver dans le camp même de ses adversaires : chez les travailleurs soumis à la dictature. Mais les liens de cette solidarité-là ne peuvent être noués par des bureaucraties.

L'Itinérant.

I. ANGOLA

Un réquisitoire

A la IIè Conférence des Peuples Africains, les représentants du "Movimento anti-colonialista" ont présenté un rapport extrêmement bien documenté sur la situation dans les colonies africaines du Portugal. En voici des extraits :

" Un pays comme le Portugal, sous-développé, agricole et arriéré, dont le revenu par habitant est inférieur, par exemple, à celui du Ghana, avec plus de 40 % d'illettrés, est loin de pouvoir contribuer au progrès de la civilisation et de la culture des peuples africains.

" Ce n'est pas par hasard que les travaux les plus importants et les plus décisifs de la mise en valeur des territoires africains sous domination portugaise ont été réalisés avec le concours de capitaux non portugais : les chemins de fer de Beira et de Benguela, le trans-Zambezian Railway, le port de Beira. De même que c'est avec le concours de capitaux non portugais qu'on a planté la canne à sucre, le sisal et les palmiers de Quelimane, que l'eau et l'électricité furent installés à Lourenço Marques; qu'on fait l'extraction du diamant et la prospection du pétrole en Angola; qu'on a effectué la prospection et l'exploration géologique dans nos pays; c'est avec ces capitaux qu'on finance les travaux hydro-électriques et agricoles les plus importants qui sont en cours dans les colonies portugaises. Encore un exemple : "The Standard Bank of South Afrika Ltd", et la "Barclays Bank" comptent parmi les trois banques du Mozambique.

"Ne reconnaissant pas le "droit des peuples" dans ses colonies, le Portugal nous a imposés la nationalité portugaise. Mais le fait d'être un Africain portugais ne signifie pas forcément qu'on soit un citoyen portugais. Par une loi d'inspiration raciste, l'administration coloniale a établi qu'on ne saurait reconnaître aux individus de race noire et à leurs descendants, le droit de citoyenneté que l'on reconnaît normalement aux Portugais. Les colonialistes ont fixé les conditions exigées de l'indigène pour devenir citoyen portugais : avoir plus de I8 ans, parler correctement la langue portugaise, exercer une profession, un art ou un métier d'où il puisse tirer le revenu nécessaire à sa propre subsistance et à celle des personnes de sa famille ou des personnes à sa charge, ou posséder des biens suffisants à même fin; avoir un bon comportement, et avoir acquis l'instruction et les habitudes présupposées pour l'application intégrale du droit public et privé des citoyens portugais; ne pas avoir été noté comme réfractaire au service militaire ni porté comme déserteur.

" Même en théorie, l'africain non-citoyen n'a pas le minimum de possibilités de participation à la vie publique et à la direction des affaires de son pays, soit directement soit par l'intermédiaire de représentants librement choisis.

" Mais les Africains citoyens, qui constituent une minorité ne

dépassant pas 0,3 % de la population des colonies portugaises de l'Afrique continentale, ne peuvent pas non plus intervenir dans la vie publique ou dans la direction des affaires de leur pays, d'autant que le Portugal vit depuis plus de trente ans sous un régime de dictature fasciste. D'ailleurs, il n'existe aucun parti politique, même au Portugal, et pas un seul démocrate n'est sûr de vivre dans ce pays sans souffrir de pressions ou d'autres mesures de suppression plus radicales.

" Si vous voulez vous faire une idée approximative des conditions politiques dans lesquelles vivent et luttent nos peuples, pensez à l'effet d'une action conjuguée du fascisme et du colonialisme du XVIIIe siècle.

" Des mesures pratiques ont été prises pour interdire aux Africains la possession de biens ruraux et urbains.

" On peut affirmer que la presque totalité des paysans africains travaille sur des terres dont le droit de possession ne leur est pas officiellement reconnu. D'une part, la loi ne permet aux indigènes vivant dans les organisations tribales que l'usage et le bénéfice des terres nécessaires à leur établissement et à leurs cultures, et d'autre part il leur est interdit de posséder des propriétés rurales de plus d'un hectare.

" Le cinquième de la superficie totale du Mozambique (donc plus de la moitié de l'aire cultivée de ce pays) est réservé à une petite minorité de colons. Plus des quatre cinquièmes de la culture du café - le produit agricole le plus riche de l'Angola - sont également la possession des colons.

".....

" Le travail forcé est encore pratiqué dans les colonies portugaises. Ses causes sont multiples : réduction démographique des populations - conséquence de la traite séculaire pratiquée par les Portugais - recherche d'une main d'oeuvre africaine à bon marché, politique portugaise consciente de génocide, le retard économique et les déficits de la balance commerciale du Portugal, la recherche de devises pour subvenir à l'installation massive de colons blancs.

" Les prétextes les plus divers - allant du non-paiement de l'impôt de souveraineté qui, soit dit en passant, atteint presque le revenu mensuel du producteur indigène, au manque de respect envers le blanc - sont utilisés par l'administration coloniale pour arrêter les Africains et les diriger sur les plantations des colons.

" Le système de travail forcé s'accompagne de méthodes héritées de l'esclavage. En réalité, les indigènes sont <u>vendus</u> par les autorités administratives (fonctionnaires de l'administration) aux agriculteurs et aux compagnies européennes qui se font une grande concurrence dans la recherche de la main d'oeuvre.

" Il y a quelques années, l'archevêque de Loanda, dans un mémoire confidentiel adressé au gouverneur de l'Angola, rendait la pratique officielle du travail forcé responsable du peu de progrès du christianisme parmi les masses angolaises. L'archevêque révélait dans ce document que les autorités administratives vendaient chaque travailleur à un prix variant entre I.000 et I.200 escudos. D'après l'archevêque, les autorités se défendaient contre cette accusation en répondant cyniquement qu'elles ne faisaient que louer ces travailleurs.

" Entre autres conséquences, la pratique du travail forcé est responsable de la désintégration de millions de familles africaines, de la destruction de leur vie économique, de la prostitution d'un nombre considérable de femmes, de l'augmentation des maladies vénériennes, de l'abaissement du taux de natalité et de l'augmentation du taux de mortalité infantile, de la réduction de la moyenne de vie utile du travailleur; elle facilite aussi la liquidation de l'activité agricole relativement "indépendante" de millions de paysans africains, la possession facile et la pratique du vol par les colons des terres et autres biens des Africains soumis au travail forcé, sous des prétextes habilement reconnus par la loi colonialiste.

" Au Mozambique, il existe un trafic officiel : annuellement, plus de 400.000 Africains sont dirigés sur les mines de Rhodésie et d'Afrique du Sud; le Portugal est intéressé à ce que ce trafic soit maintenu puisqu'il constitue l'une des trois sources sûres de devises nécessaires à l'accélération des oeuvres de colonisation et à l'équilibre de la balance des paiements de cette colonie.

".....

" Quant aux problèmes de la santé et du bien-être de nos peuples, on comptait en I957 pour l'Angola - la colonie la plus peuplée de colons portugais - un hôpital d'Etat pour 200.000 habitants, une infirmerie de moins de 30 lits pour environ IO.000 habitants, un médecin pour 20.000 habitants et un infirmier pour environ IO.000 habitants.

" La même année, il y avait au Cap Vert un médecin pour environ IO.000 habitants et une sage-femme pour toute la population distribuée dans douze îles.

" Au Mozambique, entre I95I et I955, chaque habitant consommait annuellement I kG. de viande et moins de I litre de lait, alors que chaque Européen consommait 58 fois plus de viande et 63 fois plus de lait. Toutefois, pour l'année I953, la consommation annuelle de vins portugais pour chaque habitant du Mozambique (inclus les enfants de tous les âges) fut d'environ 5 litres."

Par ailleurs, Augustin Souchy qui a rencontré à Rio de Janeiro des animateurs de l'opposition angolaise nous écrit :

" A Luanda, capitale de l'Angola, des arrestations massives ont été pratiquées parmi les éléments d'opposition. Sept Blancs et trente-deux Noirs sont accusés d'avoir conspiré contre la sécurité de l'Etat. Les procès contre les deux groupes seront instruits séparément. On s'attend à des condamnations sévères. On dit par ailleurs que la prétendue conspiration a été échafaudée par la police elle-même pour lui permettre de porter un coup décisif à l'opposition qui combat dans les colonies. Les amis et les proches des persécutés lancent un appel à l'opinion mondiale et l'invitent à protester contre la dictature portugaise en Afrique.

" La faiblesse des mouvements d'émancipation dans les colonies portugaises s'explique par le retard industriel et culturel de ces territoires. En Angola, plus de 4 millions de Noirs vivent sous la domination de 78.000 Blancs, véritable "race de seigneurs". 98 % de la population est analphabète. La capitale, qui est peuplée de 200.000 habitants ne possède ni université, ni école technique supérieure. Les terres consacrées à la culture du café couvrent une superficie de I70.000 hectares environ, mais moins de 5.000 hectares sont la propriété d'indigènes.

II - L'insurrection de Berlin-Est

(I7 juin I953)

Heinz Brandt, membre du P.C. allemand depuis I930, condamné au camp pendant cinq ans sous Hitler, secrétaire du P.C. de Berlin-Est de I950 à I953, s'est réfugié en Allemagne de l'Ouest en I958.

A la réunion de Bruxelles organisée par les réfugiés hongrois en octobre dernier, il a rappelé les évènements et le climat de l'insurrection berlinoise de juin I953.

Voici un extrait de cette communication, parue dans Etudes (Institut Imre Nagy, Bruxelles). Elle nous semble importante à publier aujourd'hui alors que l'Occident officiel accepte d'oublier la nature et l'espoir de l'opposition ouvrière dans les pays satellites, et reçoit Khrouchtchev, successeur de Staline.

" Le matin du I7 juin, Berlin-Est et la R.D.A. se trouvaient placés sous le signe de la révolte. La vague de protestations des ouvriers du bâtiment de Berlin-Est avait gagné toutes les couches ouvrières de la ville et du pays et revêtait une forme de grève générale, de soulèvement populaire. Dans les rues de Berlin-Est se déroulaient des scènes tumultueuses. Des voitures officielles étaient renversées, les emblèmes et les banderoles portant des mots d'ordre étaient brûlés. Dans bien des villes, les prisons, les locaux du parti et du gouvernement (surtout ceux de la Sécurité d'Etat) étaient pris d'assaut.

" Quand j'arrivai à l'usine Bergmann-Borsig, ainsi qu'il en avait été convenu la veille au soir, personne ne travaillait; de petites réunions s'étaient formées dans chaque atelier. Les plus résolus d'entre les ouvriers s'efforçaient d'établir des contacts entre ateliers afin de mettre au point une réunion de toutes les équipes. Je demandai au secrétaire du parti (selon qui tout était "calme" dans l'usine) d'inviter par haut-parleurs les travailleurs à se rendre sur le champ à l'élection d'un Conseil ouvrier. Ma proposition fut acceptée. Le président élu était un homme d'un certain âge, un social-démocrate plein d'expérience. Une vingtaine d'ouvriers prirent la parole. Ce qu'ils disaient venait du coeur. Ils en voulaient au régime du S.E.D. et insistaient surtout, avec force exemples, sur l'absence de garanties des droits et les arrestations dont avaient été victimes des ouvriers de l'usine. Le Conseil élu reçut mandat de défendre les intérêts économiques et politiques des ouvriers. Le but final assigné était l'unification de l'Allemagne sur la base d'élections démocratiques libres. A la fin de la réunion, un ouvrier bondit à la tribune et invita ses compagnons à se rassembler à la porte de l'usine à midi, pour aller manifester en ville, où se déroulaient déjà de nombreuses démonstrations de grève. Le nouveau Conseil se réunit immédiatement en une séance constitutive au cours de laquelle il formula les principales revendications de l'usine et décida de se mettre à la tête de la manifestation de grève. Ce cortège ne devait

cependant pas arriver loin, car à peine s'était-il ébranlé que l'état d'urgence était décrété par le commandant de Berlin-Est, le général Dibrova. La manifestation fut dispersée par la violence, les "meneurs", notamment le président social-démocrate du nouveau Conseil, arrêtés et battus. Les révolutionnaires du I7 juin furent condamnés à de longues peines de réclusion.

" L'état d'urgence avait été décrété par les commandants militaires locaux sur tout le territoire de la R.D.A. L'insurrection populaire fut réprimée par les troupes d'occupation soviétiques. Refuser d'obéir aux ordres de la troupe amenait à être traduit en conseil de guerre. C'était la victoire d'une nouvelle forme de contre-révolution sur une nouvelle forme de révolution.

" La S.E.D., ses organisations de masses aussi bien que ses formations militaires (milice populaire, armée populaire nationale et troupes de la Sécurité d'Etat) s'étaient avérées complètement démantibulées : totalement incapables de faire front à l'insurrection, condamnées à disparaître. Il aurait suffit de quelques heures pour que l'insurrection triomphe et que les conseils d'usine et les organes communaux d'auto-gestion qui s'étaient spontanément constitués prennent provisoirement le pouvoir. Rien n'était en mesure de contenir les travailleurs si ce n'est les chars de l'occupant. C'est à Kienbaum, où il était allé chercher refuge sous protection soviétique, qu'Ulbricht apprit qu'il était sauvé.

(R.D.A. : République démocratique allemande (communiste).- S.E.D.: parti communiste allemand de l'Est - Ulbricht, leader communiste allemand).

ORIGENES DEL ANARQUISMO EN BARCELONA - Casimiro Marti - Prologo de J. Vicens Vives - Centro de Estudios Historicos Internacionales (I46 pp.)

L'auteur de cet ouvrage est un prêtre; son étude a reçu l'imprimatur et a obtenu la médaille d'or de l'Université grégorienne de Rome.

La thèse défendue par Casimiro Marti peut ainsi se résumer : le mouvement ouvrier de Barcelone était, en I868, d'esprit pacifique, influencé par l'école démocrate libérale. La formule coopérativiste, étrangère à la politique, était considérée comme pouvant conduire par des voies naturelles à une certaine harmonisation des relations entre le capital et le travail. L'auteur reconnait que le programme associationniste défini au congrès ouvrier de I865 dénotait une certaine conscience de classe mais ne visait que des buts limités,non politiques. Le développement du mouvement ouvrier eut donc dû normalement conduire à un courant du type socialiste réformiste.

Cette évolution a été brisée et foncièrement réorientée par l'importation en terre catalane des conceptions bakouninistes, par l'intermédiaire de Fanelli d'abord, mais surtout par celui de Farga Pellicer et de Sentinon ensuite, lesquels participèrent au congrès de Bâle, en septembre I869, se trouvèrent en contact direct avec Bakounine et entrèrent dans l'Alliance. C'est grâce au travail propagandiste de ces deux militants que le congrès de Barcelone de I870 adopte presque mot à mot le programme de l'Association Internationale des Travailleurs.

Ce n'est qu'avec la venue de Lafargue en Espagne que les animateurs du mouvement ouvrier découvrent le jeu des alliancistes, lesquels avaient entretenu la confusion entre l'Association et l'Alliance. C'est alors que se développe un courant socialiste d'inspiration marxiste.

Le livre est solidement documenté, nourri de notes et de références, enrichi par des citations de journaux qui ne peuvent être consultés qu'en Espagne, accompagné de documents diplomatiques traitant de l'Association Internationale des Travailleurs. Par ailleurs, l'auteur entend faire oeuvre scientifique et non propagandiste.

Tout en laissant aux érudits le soin de décortiquer le travail de Casimiro Marti, nous voudrions signaler, comme lecteur moyen, deux faiblesses dans l'analyse. En premier lieu, l'auteur n'examine pas les conditions de travail, la situation économique et l'ambiance sociale de la Catalogne pour la période étudiée. Or, il n'est pas possible de considérer les luttes doctrinales en dehors du contexte social et d'envisager le choix des méthodes en négligeant les possibilités d'application pratique de ces méthodes. Les allusions aux conditions de vie du mouvement ouvrier sont circonstancielles dans l'ouvrage, mais révélatrices. Par exemple : jusqu'en I868, le droit d'association était refusé aux travailleurs. L'évolution française avec un décalage de dix ans environ - et sans qu'elle puisse être attribuée

aux intrigues de l'Alliance - est à cet égard significative : elle va dans le même sens que l'évolution espagnole.

D'autre part, l'auteur semble s'illusionner sur la solidité et la capacité de l'Alliance influencée par Bakounine. Il n'y avait là aucune technique comparable à celle d'un "appareil" moderne.

Le facteur circonstanciel - celui du travail de prosélythisme de Farga Pellicer et de Sentinon - n'aurait pu se manifester jusqu'à nos jours, s'il n'avait correspondu à des conjonctures plus générales, dont les éléments étaient économiques, politiques, ethniques, historiques.

Quoi qu'il en soit, le livre est à signaler.

L. M.

Le Mouvement ouvrier pendant la première guerre mondiale (De Zimmerwald à la Révolution russe. Tome II). Alfred Rosmer. Ed. Mouton et Co - La Haye-Paris (252 pp.)

Le premier tome de cet ouvrage a paru en 1936 à la Librairie du Travail. Il couvrait la période allant du début de la guerre, avec l'effondrement du mouvement ouvrier, jusqu'au premier signe du réveil internationaliste : Zimmerwald. Le présent volume montre, dans tous les milieux sociaux, dans tous les secteurs syndicaux et politiques, d'évènement en évènement, le lent retour à une certaine conscience, à une certaine vie ouvrière, libérées des mensonges chauvins et dégagées du conformisme. Malgré le poids des pouvoirs militaires, de la censure, des bureaucraties ralliées, du bourrage de crânes, la voix des militants demeurés fidèles à leur classe et à la lucidité, s'élève, s'enfle. Les évènements eux-mêmes crèvent la croute des propagandes officielles. Les polémiques au sein du parti socialiste, l'action des minoritaires dans la CGT, les scissions dans le mouvement anarchiste, les premiers contacts renoués par dessus les frontières, prennent une singulière signification, grâce aux grèves, aux mouvements revendicatifs, aux mutineries militaires. C'est dans la vie sociale elle-même que les militants demeurés fermes trouvent encouragements et soutiens.

Un livre bien découpé, objectif, solidement documenté, qui permet de connaitre les difficultés, les limites, mais aussi les valeurs irremplaçables de la pensée et de l'action internationalistes.

Der beklagte Sieg (La victoire déplorée). Alfred Horne - Villingen (Allemagne fédérale) 245 pp.

Il s'agit d'une enquête sur la cogestion (Mitbestimmung) dans les industries du charbon et de l'acier, en Allemagne occidentale (moitié de représentants ouvriers dans les conseils d'administration, plus désignation d'un directeur du travail sur propositions de ceux-ci). La formule a été étendue à de nombreuses entreprises de l'industrie allemande.

L'enquête met en évidence les aspects négatifs d'une expérience qui est menée depuis dix ans : incapacité syndicale, absence de conceptions constructives, corruption et "planquage". L'auteur, favorable au principe de la cogestion, se limite à poser le diagnostic de l'échec et argumente en faveur d'une réforme des syndicats, laquelle pourrait résulter d'une meilleure utilisation des possibilités qu'offre la cogestion aux intérêts ouvriers. Il regrette qu'une réforme des structures économiques allemandes n'ait pas été appliquée au lendemain de la guerre, mais il estime qu'aujourd'hui une révolution est impensable et ne pourrait qu'entraîner des conséquences catastrophiques.

Socicologue, catholique, l'auteur ne fait que recueillir et publier les opinions exprimées par les divers secteurs sociaux intéressés,

sans préciser ses propres solutions. Le livre, qui reflète les conceptions les plus diverses et les plus contradictoires, constitue un premier essai de discussion sérieuse sur une expérience importante, dont le principe est généralement admis par tous, mais que personne n'analyse et à propos duquel la masse ouvrière apparaît indifférente.

Il calvario di Erich Mühsam. Kreszentia Mühsam. Edizioni R.L. (Collana Porro), Genova-Nervi. 47 pp.

Une brève biographie de l'écrivain allemand Erich Mühsam, militant libertaire, compagnon de Gustav Landauer, animateur des campagnes sociales et antimilitaristes avant et pendant la première guerre mondiale, participant à la République des Conseils de Bavière en I9I9, arrêté et condamné à diverses reprises, mort assassiné dans le camp de concentration d'Oranienbourg le 29 juillet I934.

L'auteur de cette plaquette est la compagne de Mühsam. Des textes de l'écrivain sont publiés en annexe; ils ont été traduits en italien par un jeune camarade, Aldo Battaglia, qui se suicida en I958.